



## DROIT CONSTITUTIONNEL – FICHE N°8

### SOUVERAINETÉ NATIONALE ET SOUVERAINETÉ POPULAIRE

Si c'est bien l'Etat qui exerce sa souveraineté à l'intérieur de ses frontières et sur la scène internationale, ce pouvoir n'est exercé que par délégation d'une entité (réelle ou fictive) qui est la titulaire de cette souveraineté. C'est pour cela qu'il est admis que seul le peuple est souverain, ou que seule la nation est souveraine.

Il est fréquent de confondre l'exercice de la souveraineté par les représentants du peuple et la détention de la souveraineté par les citoyens d'un Etat. Cette confusion est liée à deux choses. D'une part, à l'histoire monarchique : le roi était souverain dans tous les sens du terme. D'autre part, aux particularités de la langue française ; en langue allemande par exemple, il y a des mots différents pour désigner les différentes significations de la souveraineté.

Une fois cette ambiguïté levée, reste à définir qui est le véritable détenteur de la souveraineté. En théorie du droit, deux doctrines très classiques s'opposent : la souveraineté nationale et la souveraineté populaire.

#### La souveraineté populaire

L'auteur qui a porté la théorie de la souveraineté populaire est Jean-Jacques Rousseau, qui a fondé sa pensée sur une conception aboutie des droits naturels. Selon lui, chaque citoyen détient une part de souveraineté, cette dernière étant donc la totalité concrète des citoyens détenant chacun une fraction de cette souveraineté.

Le peuple étant alors un être réel, il est capable d'exprimer une volonté distincte de celle des gouvernants, ce qui implique trois éléments constitutifs de la souveraineté populaire :

- Le suffrage universel (ou principe de l'électorat-droit)
- La démocratie directe (institution du référendum)
- Le mandat impératif (les élus obéissent aux électeurs)

## **La souveraineté nationale**

C'est Montesquieu qui a théorisé le principe de souveraineté nationale, qu'on retrouve dans la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen du 26 août 1789 : « *le principe de toute Souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.* »

Selon cette théorie, la souveraineté appartient donc à la nation toute entière, qui est en réalité un ensemble fictif qui regroupe à la fois les citoyens présents mais aussi les citoyens passés et futurs ; elle est donc supérieure à la somme des individus qui la composent. Le détenteur de la souveraineté est donc une entité à la fois collective et indivisible, ce qui suppose trois conséquences :

- La possibilité d'un suffrage restreint (ou principe de l'électorat-fonction)
- Le refus de la démocratie directe ou semi-directe
- L'interdiction du mandat impératif (ou principe du mandat représentatif)

## **L'application impossible d'une théorie artificielle**

L'opposition entre souveraineté nationale et souveraineté populaire n'a de sens qu'avec une acceptation pleine et entière des principes d'application qui en découle, ce qui est impossible à envisager dans une démocratie moderne... mais aussi impossible à constater d'un point de vue historique.

Par exemple, la constitution de 1973 proclame que « *la souveraineté réside dans le peuple* » mais n'institue pas de mandat impératif et prévoit un référendum en réalité impraticable. Idem pour la constitution de l'an III qui proclame que « *la souveraineté réside essentiellement dans l'universalité des citoyens* »... mais prévoit un suffrage restreint, un refus de la démocratie directe et une interdiction du mandat impératif !

## **L'astuce constitutionnelle française de la Vème République**

Les théories sur la souveraineté nationale et la souveraineté populaire n'ayant pas vraiment la signification que la doctrine leur prête et étant dépourvue d'application pratique, quel a été le choix retenu pour la Constitution de la Vème République ?

D'un point de vue pratique, un compromis a été fait entre la souveraineté nationale et la souveraineté populaire en faisant coexister un régime représentatif et un recours possible à la démocratie directe par voie de référendum.

D'un point de vue sémantique, c'est beaucoup plus amusant. En effet, l'article 3 de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose que... « *la souveraineté nationale appartient au peuple* ». Tout simplement !